

L'écho du réseau Habitat Jeunes OCitanie

PERSPECTIVES 2020

Infos résidences
Faciliter la
MOBILITE

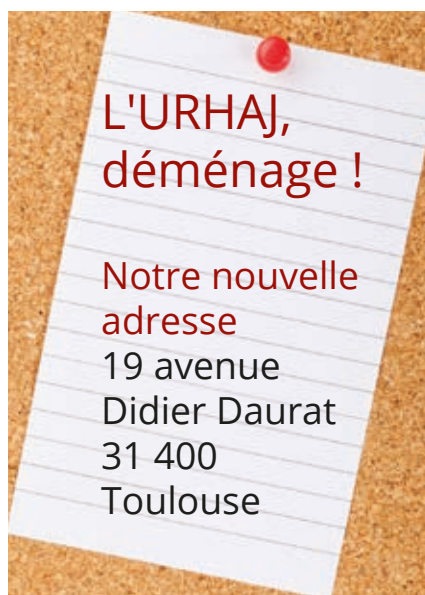
Questions de SOCIÉTÉ
S'exprimer, contribuer...
S'ENGAGER

VIE du réseau
Un logement
pour l'EMPLOI





Pierre de Bellefon, Président de l'URHAJ Occitanie, a le plaisir de vous présenter l'Echo du réseau n°33



Le journal du réseau Habitat Jeunes Occitanie

Directeur de publication :

Pierre de Bellefon

Rédactrice en chef : Emilie Taberly

Conception et rédaction :

Céline Compère

Création graphique : Loïc le Daniel

Union Régionale Habitat Jeunes Occitanie

19 avenue Didier Daurat

31 400 Toulouse

Tel : 05 61 54 14 95

occitanie@unhaj.org

www.habitatjeunesoccitanie.org



La parole à **DOMINIQUE SIMON** Directrice d'Habitat Jeunes Montpellier

ODE à la Jeunesse, Acte 8 pour Habitat Jeunes Montpellier

2019, une nouvelle réponse pour loger les jeunes au Sud de la Métropole au cœur d'une ecocité dynamisée par un pôle économique et commercial

***L**a création d'Ode à la jeunesse s'inscrit dans un développement stratégique d'Habitat Jeunes Montpellier qui vise à être un acteur incontournable de l'habitat pour les jeunes actifs sur un territoire urbain.*

En s'implantant pour la première fois en dehors de la ville de Montpellier Habitat jeunes a élaboré un projet avec les acteurs locaux économiques et sociaux répondant aux besoins de logement des jeunes sur des quartiers en devenir.

Le projet de la résidence Ode à la Jeunesse (110 logements/134 places) est d'accueillir des jeunes de 16 à 29 ans entrant dans la vie active avec de faibles ressources pour une durée maximale de 2 années. Il vise également à soutenir la prise d'autonomie des jeunes à partir d'accompagnement individualisé, d'actions collectives et de services de proximité. Nous faisons en-effet le constat que la réussite des projets jeunes passe par la proximité entre leur lieu d'activité et leur domicile.

Habitat jeunes s'engage dans une diminution des consommations des dépenses d'eau, d'électricité et de chauffage avec un bâtiment labélisé écoresponsable méditerranéen (prix argent de la Région Occitanie).

Cette optimisation se poursuivra au quotidien avec les résidents : les rendre acteurs de leur consommation.

Concrètement, un poste de supervision géré par l'équipe d'Habitat Jeunes permettra d'avoir une action préventive et pédagogique auprès des résidents. Ils seront ainsi responsabilisés à une utilisation raisonnée de l'électricité et de l'eau. Le dispositif national chèque énergie sera déployé afin de réduire la redevance des résidents. Les espaces collectifs seront aussi dotés de technologies de basse consommation. Une chaudière bois permettra de réduire les dépenses liées au chauffage.

Le projet socioéducatif de cette résidence sera orienté sur des gestes éco citoyens des résidents. Il s'agira concrètement d'accompagner les jeunes, dans la durée, aux gestes d'économie d'énergie dans leur logement dans le changement de leur pratique en leur en démontrant l'utilité.

BIENVENUE À...

Pascale Fairise, responsable du pôle Habitat Jeunes à l'UCRM, à Toulouse
Dominique Laree, qui succède à Catherine Poinas au poste de direction d'Habitat Jeunes Espérance, à Toulouse.

Arnaud Perraut, au poste de direction d'Habitat Jeunes Gide et Albaric, à Nîmes

Francis Arend, Président d'Habitat Jeunes Sète et Bassin de Thau

La vie du réseau



Une première nationale UN LOGEMENT POUR L'EMPLOI

En novembre dernier, les représentants de l'URHAJ Occitanie, de l'ADIL 32, de la Direction Territoriale Gers-Hautes-Pyrénées de Pôle Emploi Occitanie et d'Alojég (de gauche à droite ci-dessus) ont signé une convention de partenariat inédite.

Une convention dont l'objectif premier est de travailler ensemble à développer la visibilité et la promotion de la plateforme J'Loge (un service Habitat Jeunes lui-même inédit) auprès des demandeurs d'emploi de moins de 30 ans dans le Gers.

Un objectif déjà bien ambitieux, mais dont les protagonistes réfléchissent déjà aux suites.



Ali Zarrik, Directeur de l'association Alojég et de la résidence Habitat Jeunes le Noctile, à Auch dans le Gers

Pôle emploi, ayant eu écho de la plateforme J'Loge lors de son lancement au printemps dernier, nous a contacté dans la perspective de faciliter l'accès au logement des jeunes, pour lesquels cette problématique est souvent un frein à l'emploi dans notre département.

L'idée de notre partenariat est de donner de la visibilité à J'Loge en s'engageant à informer, de façon régulière, les conseillers de Pôle Emploi et les entreprises de l'existence de ce service Habitat Jeunes.

Ainsi, concrètement, un lien vers notre plateforme sera intégré à toutes les offres d'emploi adressées aux moins de 30 ans. C'est en ce sens qu'il s'agit d'une initiative inédite au niveau national.

Ensuite, si le demandeur d'emploi a besoin d'un logement, la démarche est la même pour tous, que l'on passe, ou non, par Pôle Emploi. Il suffit de joindre le conseiller d'Alojég qui met en place un accompagnement individualisé sur le montage du dossier, la vérification de la solvabilité et la mobilisation des aides.

En bref, il s'agit de sécuriser le parcours résidentiel avant même la mise en relation avec le propriétaire.

Au-delà de la question du logement, nous souhaitons, avec Pôle emploi, travailler sur la mobilité. Par mobilité, nous entendons la mise en visibilité des différentes solutions et aides existantes sur un territoire, et ce au niveau national et local.

Ce nouveau service aux jeunes trouverait sa place sur la plateforme J'Loge.

De fait la mobilité, avec le logement, est bien l'un des principaux freins à l'accès à l'emploi et à la formation, et plus fortement en territoire rural.

Consciente de cette réelle problématique, la Direction Générale de Pôle Emploi réfléchit justement à élargir son offre de services pour les trois années à venir vers l'aide à la mobilité résidentielle.

Cette dimension, jusque-là absente dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi est en voie d'être intégrée dans la prochaine convention tripartite Etat-Partenaires sociaux-Pôle Emploi. C'est en ce sens que notre initiative gersoise est exemplaire et constitue un précurseur des objectifs nationaux.

MOBILITÉ

Une affaire qui roule

A la ville, comme à la campagne, le deux roues est une solution mobilité écologique et économique plébiscitée par de nombreuses résidences Habitat Jeunes pour faciliter les déplacements des jeunes. Démarches administratives, rendez-vous professionnels, ou tout simplement envie de bouger, Habitat Jeunes multiplie les initiatives en lien avec les associations des territoires.



La ROUE qui TOURNE

Installée dans le même bâtiment que la résidence de Castelnaudary, l'association la Roue Qui Tourne, représente une véritable aubaine pour les résidents, nombreux à solliciter les deux roues.

Conséquence, depuis trois ans, le parc de vélo s'est bien étoffé, et même enrichi récemment de vélos électriques et de scooters pour des déplacements plus lointains.

Concrètement, les jeunes peuvent louer un deux roues pour une demi ou une journée entière, l'acheter directement ou (et c'est la formule qui remporte le plus de succès) l'acquérir en leasing. Et ça marche, puisque l'association développe à présent ses services.



Christelle Robin,
responsable de la
Roue Qui Tourne

En plus des services location de deux roues et atelier de réparation, nous créons un vélo école afin de faire de la sensibilisation à la conduite en toute sécurité, que ce soit pour les novices ou pour tous ceux qui souhaitent se remettre en selle.

La prévention, c'est aussi savoir vérifier son vélo, et c'est là que l'atelier entretien et réparation entre en jeu. Nous allons d'ailleurs développer un atelier participatif où tout le monde pourra venir librement réparer son vélo sur des créneaux horaires dédiés.

Un autre volet de nos missions est aussi l'information sur les déplacements et les solutions existantes, notamment en transports en commun, cela permet d'aider les jeunes lorsqu'ils ont un rendez-vous professionnel.

Concrètement il s'agit de fournir des deux roues aux jeunes lorsque, par exemple, leur véhicule est en panne ou sur des missions d'intérim spécifiques.

Enfin, la Roue Qui Tourne, c'est aussi du loisir. Nous organisons des sorties en groupe, auxquelles les résidents participent s'ils le souhaitent et, durant la saison estivale, nous faisons de la location touristique notamment à la découverte du Canal du Midi.

PROJECTION

à la force du mollet !

©MAISON DU VÉLO TOULOUSE

Le CHOIX de L'ÉCOLO

A Carcassonne, en octobre dernier, Habitat Jeunes a choisi d'investir à nouveau dans son parc de deux roues déjà constitué de cinq vélos.

Pour ce faire, contact a été pris avec **RoulezEcolo.com**, une entreprise locale qui propose des deux roues, au look à la fois original et vintage, et bien sûr électriques. Quatre scooters ont ainsi trouvé leur place dans le garage.

Une solution gagnante pour les résidents (qui n'ont évidemment pas besoin de faire le plein) et qui bénéficient de 50 km d'autonomie avant de devoir trouver une prise électrique.

Pour les jeunes, ce choix original et écolo de location de deux roues leur permet notamment de se déplacer, alors qu'ils n'ont, le plus souvent, pas de moyen de transport individuel. Une situation que connaît une majorité de résidents à Carcassonne.

Emploi, formation, stage, tels sont donc les principaux motifs de location des deux roues. Les scooters sont d'ailleurs bien utiles pour élargir le périmètre de mobilité des résidents, dans un contexte où les transports publics demeurent plutôt limités.

Au cœur du nouvel éco-quartier de Blagnac, Habitat Jeunes Constellation a choisi d'encourager les résidents aux déplacements doux.

La résidence, en partenariat avec la Maison du Vélo de Toulouse, et en complémentarité avec le service de prêt de vélos de la ville de Blagnac (fonctionnant sur des longues durées), s'est donc dotée d'une flotte de sept deux roues mise à disposition des jeunes pour, maximum, une semaine.

Un service notamment utilisé pour les loisirs puis, en second lieu, dans le cadre des activités professionnelles, grâce auquel l'équipe entend sensibiliser les jeunes à l'écologie.

C'est d'ailleurs à ce titre qu'une vélo cyclo projection a été organisée au sein de la résidence, dans le cadre du mois de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le principe est simple : un vélo relié à un vidéo projecteur sur lequel les jeunes se relaient,

en direct, pour fabriquer l'électricité nécessaire à la projection du film.

La vélo cyclo projection est une initiative originale, née au Sénégal, et dont l'objectif premier était d'amener l'électricité dans les villages, afin de rendre accessible le cinéma, et donc la culture.

Elle s'essaime aujourd'hui un peu partout pour allier sensibilisation à l'écologie et, souvent, au cinéma d'auteur, et les expériences de ce type se multiplient notamment à Toulouse.

Les résidents d'Habitat Jeunes Constellation auront ainsi encore l'occasion de pédaler culturel, puisque l'idée d'organiser une vélo-cyclo projection, mais en plein air cette fois, fait son chemin.

Et pourquoi pas une belle balade le long du Canal du Midi pour rejoindre les résidents audois ? Il faudra attendre les beaux jours pour en savoir plus...

PERSPECTIVES 2020

Habiter
Innover
Renouveler
Expérimenter
Territorialiser
Coopérer

L'image d'Habitat Jeunes comme un modèle uniforme, tant dans la forme de l'habitat que dans le modèle économique est (pour ceux qui en douterait encore) bel et bien loin derrière nous.

La réalité d'Habitat Jeunes, c'est aujourd'hui une multitude de services, de logements, de types de résidences, et d'acteurs engagés sur les territoires.

L'avenir d'Habitat Jeunes, c'est être encore plus près des réalités et des besoins, territoire par territoire, pour construire ensemble des réponses sur mesure, s'adapter et même envisager les réponses à donner aux futurs besoins des jeunes.

Cet enjeu majeur est le moteur des actions de développement, de création, ou encore de réhabilitation que nous menons avec les structures Habitat Jeunes en Occitanie et qui s'inscrit plus largement dans un contexte national.

Extrait de la motion d'orientation nationale 2017 - 2019 'Réussir les transitions'

"Le quatrième enjeu est celui de l'évolution et du renouvellement des modes et des formes d'habitat afin que ceux-ci soient plus que jamais vecteurs d'émancipation pour les jeunes.

Le cinquième enjeu est celui du renouvellement des modèles sociaux et économiques des projets afin de permettre le déploiement des projets conformément à nos objectifs et nos valeurs dans l'équilibre de leurs dimensions politiques, économiques et éducatives."



© HABITAT JEUNES Ô TOULOUSE

Des modes et des formes d'habitat émancipateurs pour les jeunes...

L'ambition de faire évoluer le projet Habitat Jeunes s'est traduite, au niveau national, par la signature d'un accord cadre 2017 - 2019. Multipartenarial, il réunit l'État, la Caisse des dépôts et Consignations, Action Logement, L'Union Sociale de l'Habitat et la Caisse Nationale des Affaires Familiales.

Son objectif est d'assurer l'adéquation de l'offre Habitat Jeunes à la transition énergétique et aux évolutions de la demande des jeunes, et notamment en matière d'accompagnement, de mobilité et de logement.

Cette adéquation ne peut cependant se faire sans une réelle proximité territoriale, une réelle connaissance des territoires en termes d'organisation économique, sociale et politique mais aussi géographique et démographique.

La position de l'Union Régionale est donc centrale, entre le national et le local, pour répondre à l'enjeu global en matière d'habitat et d'émancipation des jeunes, tout en travaillant au plus près de chacun des territoires d'Occitanie.

Des modes et des formes sur mesure en réponse aux besoins...

D'un bout à l'autre de l'Occitanie, dans les métropoles comme dans les villes petites ou moyennes du rural au semi-urbain, il est possible de déployer des solutions Habitat Jeunes qu'il existe, ou non, déjà des structures de ce type.

Réhabilitation de résidences anciennes, développement du parc existant, captation de logements, création de nouvelles structures, déploiement de services Habitat Jeunes d'information et d'orientation, aucune réponse n'est toute faite.

Là où l'accès au logement est une guerre du combattant, là où inadéquat rime avec logement, là où se déplacer relève du défi quotidien... Ce sont la liberté de se former, de travailler ou encore l'attractivité d'un territoire, la vie des centre-bourgs, qui sont en jeu.

Ces enjeux pour les jeunes comme pour les territoires sont au cœur des projets Habitat Jeunes pour que se loger permette d'habiter aujourd'hui et demain.

Habitat Jeunes

2.0



©ALTEAL

Sur le territoire du Sicoval, au sud-est de Toulouse Métropole, un ambitieux projet de réaménagement, Enova Labège Toulouse (ex Labège-Innopole) est en construction, en lien avec l'arrivée du métro.

Un environnement particulièrement dynamique et novateur tant au niveau des entreprises, des commerces, des sociétés de services, que des écoles supérieures et notamment dans le secteur du numérique.

Un environnement où gravitent de nombreux jeunes, actifs et en formation. C'est donc en 2020 qu'une nouvelle résidence Habitat Jeunes, la 5ème d'Habitat Jeunes Ô Toulouse, sortira de terre.

50 logements, du T1 au T3, autour d'espaces collectifs et d'une vaste terrasse relève le pari du numérique pour se fondre dans cet environnement 2.0.

Enfin, et c'est inédit dans le réseau Habitat Jeunes d'Occitanie, le hall et la laverie seront mutualisés avec la résidence étudiants d'Altéal, pour une véritable économie d'échelle, et une nouvelle dimension sociale.



Estelle Valette, animatrice sociale
Habitat Jeunes Ô Toulouse, en charge du
projet social d'Habitat Jeunes 2.0

Pourquoi un Habitat Jeunes 2.0 ?

Le quartier « Enova » de Labège se caractérise par un nombre très important de startups. A titre d'exemple, deux bâtiments à proximité de la future résidence en accueillent environ 400. Il y a donc un besoin en logement au niveau notamment des salariés et stagiaires qui, dans ces métiers, ont souvent moins de 30 ans. A cela il faut ajouter des écoles du numérique, comme Digital Campus, qui propose des formations de bac à bac + 5.

L'idée d'Habitat Jeunes 2.0, c'est donc de s'adapter aux profils des publics potentiels sur ce territoire. Aujourd'hui les Habitats Jeunes permettent le vivre ensemble, ce sera aussi le cas à Labège mais, en plus, il faut se doter d'outils qui facilitent le quotidien des jeunes travaillant dans le numérique. Dans cette optique, nous avons notamment participé avec Action Logement à un hackathon qui, durant 3 jours, a mobilisé les jeunes de Digital Campus. Réunis en petits groupes, ils ont travaillé sur l'aménagement des espaces collectifs. Cinq grands projets ont été retenus pour leurs idées innovantes.

Parmi eux, celui d'espaces collectifs de type coworking prédomine, en plus de l'aménagement de lieux de détente tels que nous les connaissons. Concrètement, cela signifie se doter d'outils et de moyens numériques pour, non seulement, permettre aux jeunes de travailler en équipe au sein de la résidence, mais aussi d'ouvrir ces espaces au quartier. La résidence pourrait devenir un terrain d'expérimentation pour les startups voisines. Elles viendraient, pourquoi pas, présenter et tester une nouvelle technologie, ou encore un nouvel objet connecté.

L'accent est mis sur les espaces collectifs, mais il va sans dire que les logements seront eux aussi équipés en haut débit et wifi. Les boîtes aux lettres ou encore la laverie pourraient être également connectées. Nous entrons vraiment dans « Habitat Jeunes 2.0 » !

Quelles conséquences sur le projet social Habitat Jeunes ?

Habitat Jeunes 2.0 va probablement changer certaines façons de faire, de modes d'agir et d'habiter. Nous nous adapterons, nous travaillerons avec les jeunes, mais ce n'est pas parce que la résidence sera connectée que l'on perdra l'esprit Habitat Jeunes et le sens du collectif. Au contraire, cela leur donnera une nouvelle dimension.

Dans les résidences Habitat Jeunes, les temps de rencontre, les activités proposées font plutôt partie de 'l'après boulot'. Le numérique va permettre de développer une véritable vie sociale en journée. Les jeunes, salariés ou en formation dans ce secteur, ont plus de souplesse en termes d'horaires et de lieux possibles de travail. Les espaces collectifs vivront même en journée.

Le principe de mixité sociale, cœur du projet Habitat Jeunes, sera également respecté. La proximité d'une zone commerciale très dynamique implique des demandes de jeunes de domaines très divers et avec des statuts socioprofessionnels différents. Une chose est certaine, c'est que notre résidence 2.0 attirera tous les publics, tout simplement parce qu'habiter une résidence à la fois moderne et financièrement accessible est une demande forte de tous les jeunes.

Habitat Jeunes S'adapter



©HABITAT JEUNES CLAPARÈDE

Emile Claparède, la résidence Habitat Jeunes de Béziers, se lance dans une nouvelle phase de réhabilitation.

La première, réalisée en 2012, a permis l'ouverture d'une extension de 32 logements tout équipé. Une extension qui ne suffit plus à répondre aux types de demandes de logements.

Au programme...

Création de 36 logements de 20m² tout équipé
Reconstruction des 144 logements de 9m²
en 94 logements équipés de 14 à 34m²
Réaménagement des extérieurs,
déplacement de la cafétéria
Réaménagement des espaces collectifs

Confort et autonomie dans un cadre sécurisé, l'objectif est bien d'être en phase avec les besoins actuels des jeunes. Au-delà du bâti, le projet social est aussi refondé avec notamment une réflexion sur l'ouverture d'une épicerie solidaire, ou encore d'une boutique logement.



Thierry Lissandre, architecte à
L'Atelier, chargé de la maîtrise d'oeuvre de
la réhabilitation de la résidence Habitat
Jeunes Claparède

Pourquoi ce projet de réhabilitation ?

Ce projet de réhabilitation s'inscrit dans une réflexion globale basée sur la remise en cause de certains principes datant de l'époque FJT, et notamment celui de la nécessité d'un contrôle important sur les entrées et sorties. L'époque où l'accès unique pour desservir l'ensemble de l'hébergement et des lieux de vie était de mise.

L'objectif d'Habitat Jeunes Émile Claparède est d'ouvrir l'hébergement, de donner plus d'indépendance aux résidents tout en les sécurisant par la présence d'éducateurs et de veilleurs de nuit. Une petite résidence de 36 logements va donc être créée, à l'instar de l'extension de 32 logements réalisée il y a maintenant 8 ans. La demande des jeunes pour ce type de logements, similaires en termes d'équipement et de surface à ceux du marché privé, mais bien plus accessibles financièrement, ne fait naturellement qu'augmenter.

Concernant la réhabilitation du corps de bâtiment déjà existant (construit dans les années 60 et de type barre sur 4 niveaux) dont les logements ne sont accessibles qu'en passant par le hall, les contraintes architecturales sont plus importantes, mais des réaménagements majeurs peuvent être opérés pour répondre au projet Habitat Jeunes 2020.

Concrètement, le hall d'entrée va être agrandi et les espaces diversifiés en fonction des usages, en valorisant les éléments de confort. Le réaménagement est aussi pensé en faveur des salariés. Les bureaux administratifs, actuellement disséminés dans l'ensemble du bâtiment, vont être regroupés et séparés des espaces collectifs par l'espace socio-éducatif.

Enfin, une réhabilitation ne peut s'envisager aujourd'hui sans penser la transition énergétique. Une partie des bâtiments sera équipée d'une production d'eau chaude solaire et le neuf disposera d'une production d'électricité en photovoltaïque. Le bâtiment le plus ancien, quant à lui, sera isolé par l'extérieur, au niveau de l'ensemble des locaux d'hébergement. Ces travaux permettront de faire de notables économies d'énergie et amélioreront le confort d'usage.

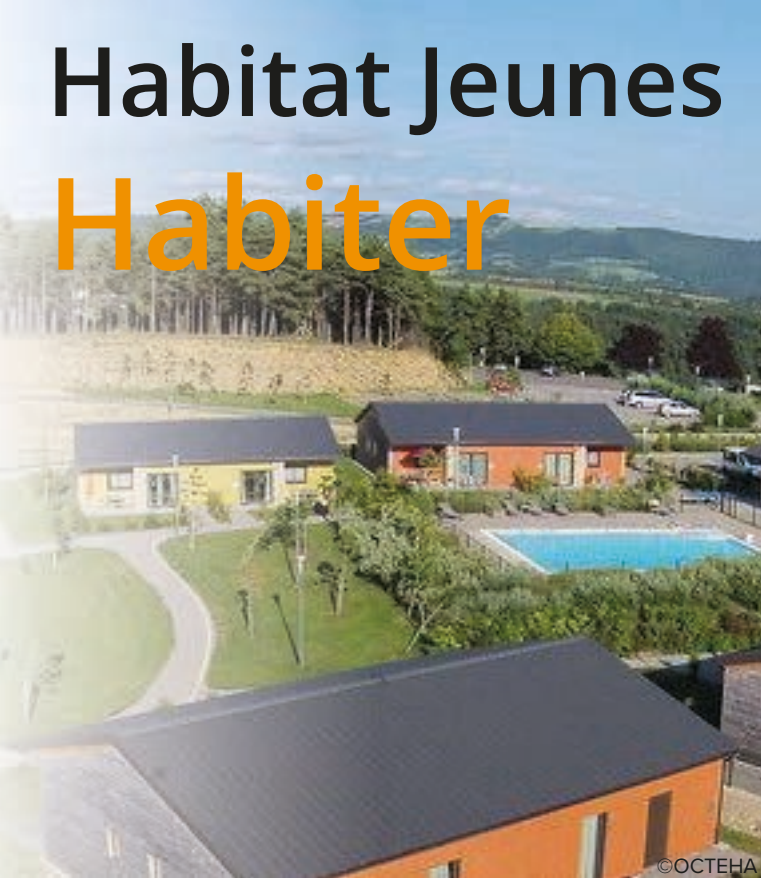
Quelles sont les modalités de mise en œuvre de cette réhabilitation ?

La réhabilitation de la résidence de Béziers devrait s'achever à l'horizon 2021. Nous en sommes à la signature des marchés de travaux et à l'organisation du chantier. Une phase fondamentale puisque nous travaillons en site occupé.

L'objectif est donc de commencer par le neuf, de façon à ouvrir prioritairement l'extension aux jeunes. Une partie d'entre eux pourra alors s'y installer, pendant que nous œuvrerons par tranche sur l'hébergement ancien, en libérant les zones une par une, de façon à pouvoir loger, pendant le chantier, le maximum de jeunes sur le site. L'offre Habitat Jeunes doit effectivement continuer à exister sur le territoire tout en s'adaptant à l'évolution des besoins.

Habitat Jeunes

Habiter



Sandra Atgé, Cheffe du Service
Politiques Sociales et de Prévention à la
Direction Départementale de la Cohésion
Sociale et de la Protection des Populations
de la Lozère

Pourquoi un projet Habitat Jeunes en Lozère ?

La question de l'hébergement des jeunes, sur les territoires où le foncier est en tension, semble une évidence, sur les espaces ruraux, tels que la Lozère, où cette tension n'existe pas, on peut penser, a contrario, qu'elle n'est pas une priorité et donc n'est pas au cœur des préoccupations des services de l'Etat et des acteurs sociaux.

Hors ce n'est pas le cas. C'est pour cela qu'avec le Département et la CAF, nous avons souhaité être accompagnés par une structure telle que l'URHAJ afin d'envisager, à travers la réalisation d'un diagnostic de territoire, la problématique du logement des jeunes dans toute sa complexité.

De fait, ce n'est pas seulement trouver un logement qui pose problème, c'est trouver un logement adapté et accompagné qui ne mette pas le jeune plus en difficulté qu'il n'est déjà. Au-delà des jeunes les plus fragilisés, le logement est aussi, pour certains arrivant sur nos territoires ruraux sans avoir de réseau, un véritable levier de socialisation.

Toutes ces questions sont posées, pensées, et l'idée d'être accompagné par l'URHAJ était de lever certains impensés autour de l'habiter, qui se résume parfois, regardé de manière trop simpliste, comme une simple problématique de trouver un endroit pour se loger.

Quelles réponses Habitat Jeunes ?

La dimension socioéducative du projet Habitat Jeunes nous a particulièrement interpellés. Nous savions, notamment avec l'Aide Sociale à l'Enfance, la Mission Locale et mêmes certains bailleurs sociaux, que notre territoire n'était pas fortement carencé en logement mais, par contre, que certains publics, les plus fragiles notamment, avaient besoin d'être accompagnés vers un premier logement.

Par ailleurs, l'une des principales difficultés, en Lozère, c'est aussi la mobilité, compte tenu du fait qu'il n'existe presque aucune solution de transports en commun, hormis à Mende. A ce niveau un service Habitat Jeunes peut apporter des solutions. En mobilisant des propriétaires qui disposent de logements vacants sur des zones proches des établissements scolaires, des CFA et des entreprises, les jeunes auront alors la possibilité de s'installer au plus près de leur lieu d'activité.

Les solutions sont ainsi déployées et déclinées par territoire, il s'agit d'un projet polymorphe avec des réponses adaptées à chacun d'entre eux. La dimension démographique est fondamentale en Lozère, nous sommes le département le moins peuplé de France, mais ce avec de fortes disparités et donc des spécificités très locales. Il fallait donc développer un projet unique, porté au niveau départemental mais avec des réponses diverses adaptées à l'échelle des communes.

Nous nous acheminons donc vers un projet de micro-résidence, un service Habitat Jeunes et de l'intermédiation locative, des réponses différentes portées par une coordination unique au niveau départemental.

Un diagnostic de territoire en partenariat avec le Département, la DDCSPP et la CCSS

La Lozère, département le moins peuplé de France, ne se caractérise pas par la jeunesse de sa population. Pour autant les moins de 25 ans sont bien présents, et la question du logement, dans sa globalité, se pose sur l'ensemble du territoire.

Réfléchir à problématique du logement des jeunes en territoire rural, c'est réfléchir aux enjeux majeurs de l'attractivité comme du dynamisme économique et démographique. Une volonté majeure des acteurs du département qui a abouti à la réalisation de ce diagnostic de territoire.

Les préconisations...

Une micro résidence à Mende avec 15 logements : 13 T1 et 2 T2

Captation de grands logements dédiés à la colocation à Saint-Chély d'Apcher, Marvejols et Langogne

Création d'un service logement jeunes sous forme d'une plateforme web de type J'Loge

Tour d'HORIZON 2020

En 2019...

65 résidences,
6 boutiques
et services
logements

Et en 2020...

Création...

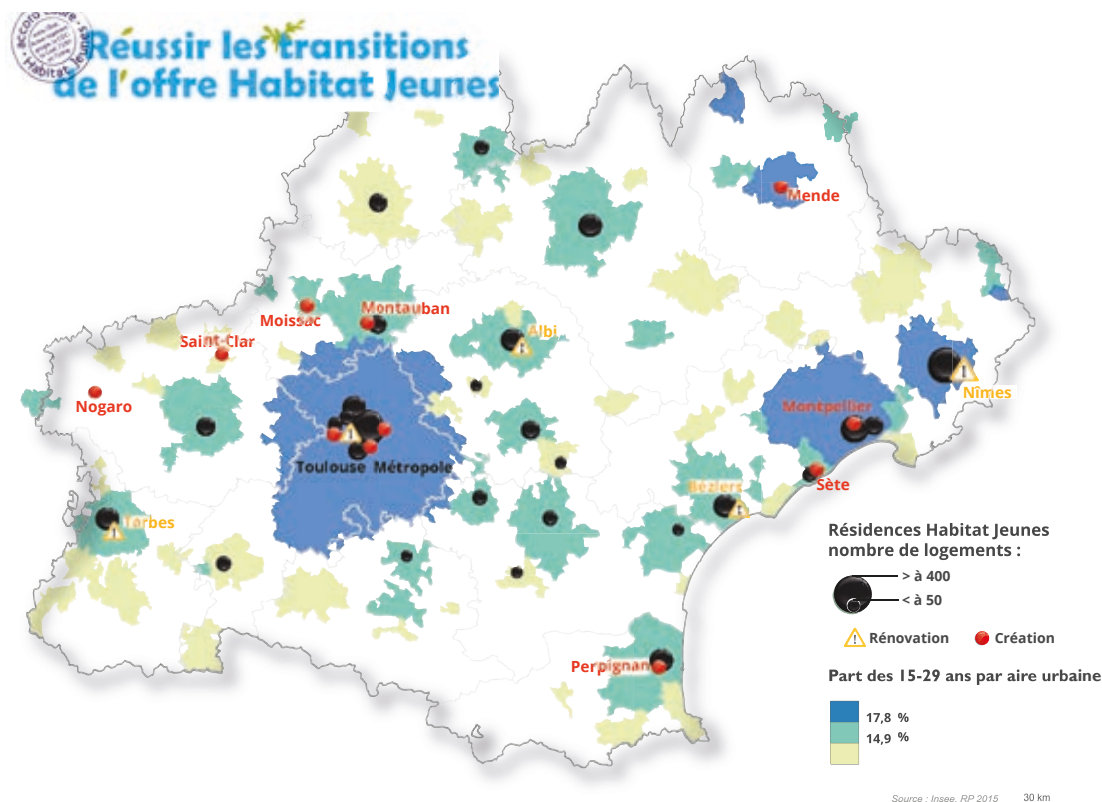
10 nouvelles
résidences

8 nouveaux
territoires
couverts

2 services Habitat
Jeunes de plus

Rénovation...

8 résidences
rénovées



Pour CONCLURE

Le défi est bel et bien relevé. Le projet Habitat Jeunes a su se renouveler pour devenir véritablement innovant.

Habitat Jeunes 2020 est en passe d'être présent sur l'ensemble des territoires d'Occitanie, et notamment (mais pas seulement) là où les jeunes représentent une part importante de la population.

Une présence qui participe de l'équité territoriale en matière de politique jeunesse.

La dimension socioéducative, aliénée de certaines visions passéistes, est reconnue comme un véritable atout face à la complexité du quotidien.

L'intégration de nouvelles dimensions, le numérique, les tiers lieux, participent de la plus value d'Habitat Jeunes pour le faire passer dans le 21ème siècle.

Le vivre ensemble, l'habiter, le co-habiter, tendances qui traversent notre société chez les jeunes générations trouvent écho à travers les activités et la participation au CVS, dans la vie de la résidence.

L'implication territoriale des acteurs Habitat Jeunes demeure entière, participant de la dynamique socioéconomique locale, elle répond aux besoins spécifiques des jeunes.

Anticipatrices, les résidences sont des lieux d'observation de l'évolution des besoins, difficultés et envies des jeunes qu'elles accueillent.

En collaboration avec les acteurs publics et associatifs de l'insertion et du logement elles participent à la construction de la politique jeunesse sur un territoire dans une perspective démocratique qui rend au local toute sa place.



©SIRÈNE HOLIDAYS GROUP

LE LOGEMENT DES JEUNES À PERPIGNAN

Préfecture des Pyrénées-Orientales, Perpignan est particulièrement attractive auprès des moins de 25 ans originaires du département et qui souhaitent s'y installer pour travailler, se former et s'émanciper du foyer familial.

Une installation qui n'est cependant pas sans poser de difficultés face à un parc de logements peu adapté. Le parc de petits logements, souvent dans le privé, non meublé et trop cher, est difficilement accessible aux potentiels jeunes locataires.

Précarité de l'emploi, taux de chômage important, ressources inférieures au seuil de pauvreté, Perpignan se caractérise par la précarité socioéconomique des jeunes qui, de plus, s'y installent pour 85% d'entre eux sans leurs parents.

C'est dans ce contexte que le dernier Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées préconise, tout comme le précédent, le développement d'une offre de logement ou d'hébergement plus adaptée pour certaines populations spécifiques, dont les jeunes.

Les solutions Habitat Jeunes ont ainsi été identifiées comme des pistes à développer pour répondre aux difficultés rencontrées par les jeunes, en termes d'accès au logement et d'accompagnement social.

La tension est telle que l'ouverture en 2018 du Catalogne (la deuxième résidence de la Ligue de l'Enseignement 66) pour compléter le parc de logement de la résidence Habitat Jeunes Roger Sidou, n'a pas suffi à répondre à l'ensemble des demandes.

Une situation préoccupante sur laquelle l'Union Régionale Habitat Jeunes s'est donc penchée, afin d'étudier les perspectives de développement au regard des besoins en logement des moins de 30 ans.

Un développement, à hauteur de 80 places, situé idéalement à proximité des CFA et des lignes de transport en commun, permettrait donc de mieux répondre aux problématiques logement, mobilité et accompagnement des jeunes à Perpignan. A suivre

EN BREF...

La Communauté urbaine de Perpignan Méditerranée dans le département c'est...

35,4% de 15-24 ans sous le seuil de pauvreté

69% de la demande de logement

76% des jeunes y travaillent ou y étudient

Habitat Jeunes à Perpignan c'est...

116 places pour 2 résidences pour 95% de taux d'occupation

145 jeunes accueillis en 2017 et 86 demandes refusées par manque de place

Le besoin c'est...

80 places dont 15 à 20 pour les apprentis en séquentiel

LES JEUNES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES DANS LE TARN ET GARONNE

C'est avec le soutien de la Fondation de France qu'un diagnostic de besoin a été réalisé en 2017 suivi, en 2018, d'un plan d'action.

Tout un programme mené avec l'ensemble des acteurs territoriaux concernés, pour apporter des éléments de réponse à la problématique, prégnante sur ce département, qu'est la précarité des jeunes travailleurs.

Une précarité qui s'explique, notamment, par l'importance du travail saisonnier en agriculture et qui n'est pas sans conséquence sur l'accès et les conditions de logement.

Les publics identifiés sont, majoritairement les saisonniers agricoles puis les apprentis et les intérimaires, et ce sur l'ensemble du département, avant les étudiants et stagiaires, à Montauban.

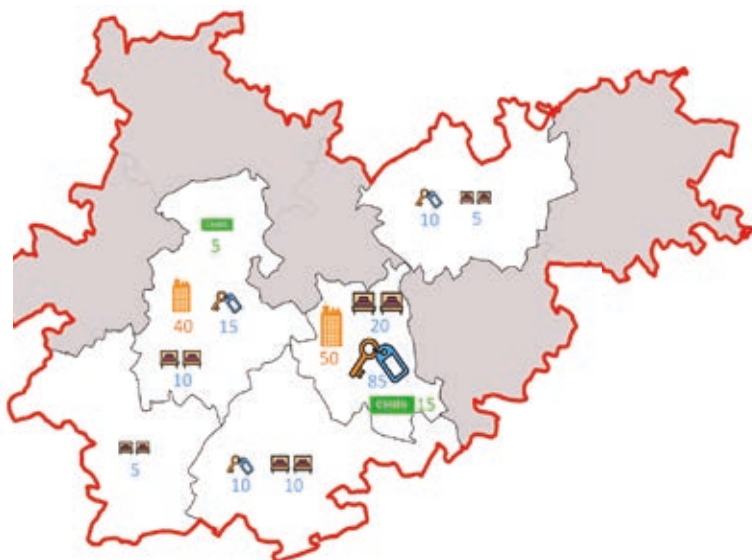
Montauban où la résidence du Fort se retrouve contrainte de refuser près de 40% des demandes annuelles, faute de place. La première réponse serait donc le développement du parc Habitat Jeunes dans la Préfecture du

Tarn et Garonne, mais également sur la Communauté de communes de Terres des Confluences, et notamment à Moissac.

Au-delà, d'autres solutions peuvent être mobilisées telles que le développement de colocations intergénérationnelles, la mobilisation de places d'internat en période estivale ou encore le développement de places en CHRS pour les jeunes en situation d'urgence.

Par-ailleurs, pour répondre aux besoins en matière d'information, d'orientation et de médiation locative, l'élargissement de l'actuel service Habitat Jeunes peut être envisagé.

Le plan d'action, territorialisé, propose ainsi des solutions concrètes et adaptées aux besoins des jeunes salariés précaires.



EN BREF...

Des préconisations territorialisées



Places en résidence
Habitat Jeunes



Aide à l'Insertion Sociale
renforcée



Colocations
intergénérationnelles
développées

CHRS

Places jeunes
en CHRS

Des préconisations départementales

Internats accessibles aux
saisonniers
Aide à l'ameublement
Service Logement





GRANDS CHIFFRES PAUVRETÉ

8,8 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 015 euros/mois)

2,8 millions de personnes dans une situation de privation matérielle sévère

34,9% des personnes vivant en famille monoparentales

365 000 bénéficiaires du RSA sans accompagnement vers l'emploi

53% des actifs ayant une probabilité d'être toujours pauvres après deux ans d'emploi

PLAN PAUVRETÉ

A Toulouse, le 22 janvier 2019, s'est tenue la conférence régionale des acteurs autour d'Étienne Guyot, Préfet de Région et Olivier Noblecourt, Délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

"Enfance et droits essentiels des enfants, jeunes, insertion et mobilisation des entreprises, travail social", autant de thématiques qui ont été abordées dans le cadre d'ateliers de travail et d'échanges. Un rendez-vous majeur auquel l'URHAJ a participé.

Objectif 0 jeunes sans ressources et sans accompagnement... tel est l'objectif majeur porté par le Comité pour les relations Nationales et internationales des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire qui regroupe 70 réseaux associatifs, dont Habitat Jeunes.

Depuis le lancement, en septembre dernier, de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, les réseaux d'éducation populaire

se mobilisent sur les thématiques en fonction de leurs publics et de leurs champ d'intervention. Pour le réseau Habitat Jeunes les questions cruciales que sont l'accès aux droits, la formation et l'accompagnement cristallisent les principales propositions et revendications.

L'engagement 3 du plan de lutte contre la pauvreté... Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes.

Obligation de formation jusqu'à 18 ans, plan d'investissement dans les compétences, réforme de l'apprentissage, fin des sorties sèches des dispositifs de l'Aide Sociale à l'Enfance, et notamment pour les Mineurs Non Accompagnés, l'accès à la formation, à l'emploi est la première marche pour sortir, ou ne pas entrer, dans la pauvreté.

L'engagement 4 du plan de lutte contre la pauvreté... Vers des droits sociaux plus accessibles plus équitables et plus incitatifs à l'activité

Revenu Universel, RSA jeunes, accès facilité aux dispositifs d'aides à la santé... il s'agit de permettre à tous d'avoir un minimum décent pour vivre, qui soit adapté à une reprise d'activité ou de formation.

Ces engagements vont bien dans le sens des revendications du CNAJEP, s'inscrivant dans la mise en place d'une politique de protection, d'insertion et de formation efficace pour tous les jeunes. Reste aujourd'hui à travailler concrètement, à partager des expériences, à expérimenter afin de lutter efficacement contre la pauvreté en France.

En 2019, des groupes de travail vont être mis en place autour des principales thématiques afin de travailler à une déclinaison territoriale de axes avancés par le gouvernement. Des groupes de travail auxquels, bien sûr, le réseau Habitat Jeunes participera. A suivre



Le grand débat national

S'EXPRIMER, CONTRIBUER... S'ENGAGER

©GOUV.FR

Le Grand Débat est l'occasion de rappeler les thèmes principaux des plaidoyers pour les organisations associatives. C'est également une opportunité pour inciter les jeunes à s'exprimer sur les différents enjeux de la société.

« Réinterroger la culture du débat dans l'Union, dans la droite ligne des parlements libres des jeunes. Comment créer du débat, quels types d'actions mettre en oeuvre ?

Union Nationale Habitat Jeunes

Des idées et des outils pour faire vivre le débat, l'UNHAJ souligne l'opportunité que représente le Grand Débat pour mobiliser les résidents sur des enjeux de société et les initier au dialogue citoyen.

Ce débat est un moyen de faire connaître et d'aborder les sujets de la vie quotidienne, de se situer par rapport aux réalités culturelles et géographiques différentes, et ce tout en participant à une démarche citoyenne.

Une démarche qui permet de partager des réflexions sur le fonctionnement démocratique et la prise de décision collective. C'est l'occasion de leur rappeler qu'ils ont toute légitimité à s'exprimer sur leurs opinions tout en apprenant à faire la distinction entre intérêt général,

particulier et collectif.

Les formes concrètes d'action pour ce faire sont multiples et peuvent ainsi s'adapter à toutes les résidences Habitat Jeunes, quelles que soient leurs spécificités.

Débats, réunions ou encore ateliers théâtre et jeux, les équipes socioéducatives se saisissent diversement de l'actualité pour, à la fois, permettre aux jeunes de s'exprimer à l'instant T et, à plus long terme, leur donner envie de s'engager et jouer un véritable rôle social.

« Participer au débat public pour contribuer à la vitalité de la démocratie et à construire un monde soutenable avec une politique de transition écologique d'ensemble intégrant la résorption des fractures sociales et territoriales.

Conseil Economique Social et Environnemental

Le CESE se mobilise, au niveau national comme régional, avec les CESER, en tant qu'organisation de la société civile pour faire entendre le 'cri de mal être' et l'appel à plus de justice sociale qui s'exprime de multiples façons, depuis le début du mouvement des gilets jaunes en novembre dernier.

Les objectifs sont ainsi clairement réaffirmés : résorber les fractures sociales et territoriales, accompagner la transition écologique, améliorer le pouvoir d'achat, les conditions de vie, garantir la justice fiscale ou encore instaurer les modalités de participation des citoyens dans l'élaboration des décisions.

Une occasion pour l'URHAJ de porter les thèmes de plaidoyer comme celui des APL ou de la TVA dans le logement social.

Le Mouvement Associatif formule, quant à lui, plusieurs propositions articulées autour de trois grands axes de participation au Grand Débat.

Il s'agit notamment de donner les moyens en réponse au désir des citoyens de participer plus directement aux décisions démocratiques, avec la création d'un fonds pour une Démocratie d'Initiative Citoyenne.

Pour 'réenchanter la dynamique d'agir ensemble', le Mouvement Associatif demande la mise en oeuvre d'une politique interministérielle sur l'engagement tout au long de la vie.

Enfin, en réponse à la nécessité de protéger les services d'intérêt général, il est demandé à l'Etat de travailler à une définition actualisée et à une protection de ces services face aux seules logiques de marché.



PREMIER CAHIER

Aux portes de la rue

Quand l'État abandonne les personnes sortant d'institutions

L'état du mal-logement

en France 2019

RAPPORT ANNUEL #24



www.habitatjeunesoccitanie.org

En partenariat avec

